

UNis pour une politique européenne différente en matière de migration

Cela fait des années que la migration est au sommet de l'agenda politique, mais il n'y a toujours pas de mouvement en vue d'une solution européenne cohérente et globale.

Nous connaissons actuellement une situation où chaque fois que les migrants sont sauvés de la noyade en mer, des négociations frénétiques dans les coulisses ont lieu entre chefs d'État. Et ce pour se mettre d'accord sur un petit nombre de personnes qui auront la possibilité de demander l'asile. Ces pays qui se sont accordés pour accepter des migrants au cours de cet été très chaud sont limités : Allemagne,

France, Espagne et Portugal. Il semble donc que seulement 4 pays européens sur 28 souhaitent accueillir des migrants et leur porter secours.

L'urgence de trouver une solution à long terme et de prouver les besoins en matière de capacité de l'UE doit plus que jamais figurer dans l'agenda européen, en particulier en vue des prochaines élections européennes de 2019.

Les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, particulièrement en Syrie, ont continué à s'aggraver et n'ont pas été résolus. Par conséquent, des personnes continuent à quitter leurs pays d'origine pour trouver un refuge et survivre. Parallèlement au nombre de personnes arrivant par bateau en Italie et à Malte, il existe un changement d'itinéraire: l'une des principales routes va désormais du Maroc à l'Espagne.

Cela fait de la migration un problème dont la visibilité est élevée et qui connaît de nombreux abus entraînant trop souvent une hystérie politique et de l'irrationalité.

Des milliers de personnes sont laissées à l'abandon dans des conditions inhumaines alors qu'il existe plusieurs possibilités pour remédier à cette situation. Certaines d'entre elles ont été proposées il y a des années et elles comprennent des visas humanitaires pour un voyage plus sûr, la réinstallation et un programme de transfert géré par un système de quota basé sur la population, le PIB, le nombre de demandes d'asile spontanées et les taux de chômage.

La proposition pour un système de quota européen temporaire a échoué. La majorité des États membres, surtout en Europe centrale et orientale ne l'ont jamais acceptée et ont même mis en danger le processus de son introduction.

Au lieu de trouver une solution européenne commune, un langage xénophobe et émotionnel prévaut. L'on peut citer de nombreux exemples et des incidents tragiques qui ont déjà coûté la vie à de nombreux migrants. C'est le résultat de l'approche « forteresse européenne » guidée par le manque de solidarité entre les États membres. La question est tout simplement mise de côté avec égoïsme.

Le système européen actuel oblige les migrants à traverser illégalement les frontières, faisant d'eux des délinquants et ils se retrouvent dans les mains des trafiquants. De telles politiques ne protègent pas les droits humains pour tous et n'accordent pas l'asile à tous ceux qui sont dans le besoin. Cela fait naître de gigantesques doutes sur les valeurs fondatrices de l'UE.

#UNited4Migration

Au lieu de trouver une solution européenne commune, un langage xénophobe et émotionnel prévaut.



Les droits humains, la démocratie et le rôle global de l'UE dans la protection internationale sont en jeu, avec des conséquences potentiellement dangereuses.

Les progressistes doivent prouver qu'ils ne s'engagent pas sur cette voie et qu'ils font pression pour des solutions cohérentes et à long terme. La migration n'est pas uniquement un problème accidentel, c'est une caractéristique structurelle et ordinaire de notre environnement mondialisé connaissant des pics dans le contexte international. Vu que les conflits ne sont pas prêts d'être terminés, les migrants poursuivent leur voyage dangereux.

L'Europe doit d'abord et avant tout faire preuve de fermeté pour protéger les droits des migrants et pour démystifier la migration. La propagande malhonnête combinée aux fausses informations et à l'infiltration quotidienne selon lesquelles les migrants envahissent le territoire, volent les emplois et transforment la

culture ne sont tout simplement pas vraies, pas acceptables et elles doivent en outre être vigoureusement contestées.

Le devoir des progressistes est de soutenir clairement la migration régulière et de renforcer les possibilités légales pour atteindre un pays de destination. Cela signifie sans aucun doute que l'État devrait contrôler les moyens de développer et de gérer les canaux de la migration légale, les pratiques efficaces en matière d'asile ainsi que les contrôles des frontières.

Cependant, une meilleure gestion peut uniquement être mise en œuvre à condition que l'on adopte une vision commune où l'exclusion des migrants doit être contrée par l'inclusion. Une meilleure gestion peut également uniquement être réalisée si la volonté d'essayer de faire tout son possible pour surmonter la guerre et les conflits au Moyen-Orient et en Afrique est présente et elle doit être combinée à une politique de développement globale et fructueuse.

C'est le devoir de l'Europe. Fermer les yeux et ne plus être choqué par les tragédies n'est pas humain et est contraire à toutes nos valeurs européennes. Ce message doit être présent dans les débats politiques au lieu de suivre la rhétorique raciste nauséabonde.



> AUTEUR

Ernst Stetter est le secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS).

Urgence requise: une politique migratoire régulière crédible

Le nombre de personnes en déplacement à travers le monde est en expansion. Ce nombre met en évidence l'urgence de développer des réponses complètes à la migration qui se fondent sur la responsabilité partagée et le multilatéralisme.

En ce qui concerne les migrations, en Europe, les discussions ont principalement porté sur la lutte contre la migration irrégulière et la lutte contre le trafic de personnes. Les efforts se sont par conséquent principalement concentrés sur le démantèlement des réseaux de passeurs et

de trafiquants, le renforcement de la gestion des frontières et la fourniture d'alternatives légales mettant l'accent sur ceux qui ont besoin de protection. Cela a permis de réaliser des résultats importants dans la réduction des flux irréguliers et la diminution de voyages dangereux à travers l'Afrique et le Moyen-Orient.

Cependant, une politique complète en matière de migration ne peut uniquement examiner la manière de faire face à la migration irrégulière et l'offre d'une protection aux réfugiés. Une approche durable exige un investissement en parallèle dans un système plus fort pour la migration régulière